

HALIM BENATTALLAH SOUTIENT BENFLIS : «Bouteflika a fait son temps»

Tout en reconnaissant les efforts d'Abdelaziz Bouteflika, depuis son arrivée en 1999, Halim Benattallah, ancien ambassadeur d'Algérie au royaume de Belgique et à l'Union européenne, ainsi que, ancien secrétaire d'Etat chargé de la communauté nationale à l'étranger, pense que le pays a besoin de faire un bond en avant : «Ali Benflis», soutient-il.

Dans un communiqué rendu public hier, Halim Benattallah souligne : «L'alternance politique a été la clé du changement en 1999. Par la force de ce principe démocratique, l'Algérie s'est remise de ses blessures, a recouvré la paix et la stabilité et a retrouvé ses forces ; elle a enrayé l'engrenage infernal et dispose aujourd'hui de ressources en surabondance. Elle a traversé d'intenses moments de turbulences en y mettant le prix, renoue avec la prospérité, et résiste à la tectonique de la déstabilisation des pays arabes.

Il faut assurément être reconnaissant et rendre hommage aux acteurs majeurs pour cette entame de renaissance de notre pays».

En clair, l'ex-ambassadeur d'Algérie dresse un bilan positif du règne d'Abdelaziz Bouteflika. Néanmoins, il considère qu'«en même temps, l'Algérie a besoin de faire un bond en avant».

Faisant allusion à l'état de santé de l'actuel président, ainsi que les zones d'ombre qui entourent son entourage, il précise : «Elle (l'Algérie ndlr) a besoin d'être guidée avec vigueur en



Halim Benattallah fait un bilan positif du règne de Bouteflika.

tout instant dans un environnement lourd de menaces. L'Algérie a besoin d'une nouvelle ambition,

elle a besoin de prendre un nouveau cap, il lui faut être propre. Il lui faut aussi retrouver du carac-

tère au plan international. Une alternance politique permettra de créer les conditions d'une mutation de notre pays.

Porté aux commandes du pays, Si Ali Benflis sera l'homme qu'il faut au moment où il faut ».

Enfin, et estimant que «les conditions d'une évolution pacifique vers une stabilité politique et institutionnelle en phase avec les normes de notre temps, sont plus que jamais réunies», Halim Benattallah pense que «Si Ali Benflis est en mesure de négocier ce tournant crucial».

Il conclut à ce propos que «les engagements qu'il prend pour opérer cette mutation appellent mon soutien à sa candidature à la magistrature suprême».

M. M.

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

L'UFDS apporte son soutien à Benflis

Le candidat Ali Benflis vient de bénéficier d'un autre soutien partisan, celui de l'UFDS (Union des forces démocratiques et sociales) que dirige l'ancien ministre de la Pêche et de l'Agriculture, Noureddine Bahbouh.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - C'est là la résolution du Conseil national réuni hier en session ordinaire conclave, auquel ont pris part les élus nationaux et locaux et les membres des organes du parti au niveau central et local, manière d'associer le maximum de cadres à cette lancinante question de la présidentielle du 17 avril prochain.

Un soutien, qui ne pouvait aller tout «naturellement» qu'à l'ancien chef de gouvernement et ex-secrétaire général du FLN, tant les cadres de l'UFDS ont relevé dans un communiqué sanctionnant leurs conciliabules, que Benflis propose un projet qui ne s'oppose pas à leur programme politique, croit à l'Etat des institutions et à la souveraineté du Droit

ainsi qu'à l'indépendance de la Justice, s'appuie sur la jeunesse pour parer aux défis cruciaux qui nous guettent, opte pour une économie orientée vers la création de la richesse et le plein emploi.

Aussi, ne relèvent-ils pas sa détermination à faire récupérer à l'Algérie sa position sur la scène internationale, son attachement à ancrer la démocratie, seul moyen de construire une société meilleure, son souci de la protection des libertés publiques et des droits de l'individu, son engagement à promouvoir une information et une pratique saines, sa résolution à éradiquer les pratiques malsaines, qui mettent en danger l'avenir de notre pays et enfin, son engagement, s'il est élu, à être le Président de tous les Algériens sans exclusion, ni marginalisation.

Mais avant de «chuter» à cette conviction, les membres du Conseil national de l'UFDS et d'autres cadres du parti, ont tenu à analyser le contexte de cette échéance électorale de toute première importance, relevant les tentatives de certains milieux de vouloir entourer ce

scrutin de zones d'ombre et de le maintenir dans un climat de doutes et d'incertitudes.

Eux qui considèrent que la scène politique a besoin de «clarté et de transparence» dans les prises de position, loin des «lectures formalistes de la loi et selon les dispositions juridiques pertinentes dans un souci de préserver le respect, dû aux organes constitutionnels, et en conformité avec les usages et traditions politiques et qui constituent le garant de la crédibilité de toute élection».

Et de dénoncer dans la foulée, ceux qui «s'empressent à offrir leur soutien, qui se bousculent à annoncer prématurément la candidature du Président et se mobilisent à rassembler les signatures, malgré l'absence et le mutisme du principal concerné».

Une pure innovation en la matière que, ni l'Algérie ni aucun autre pays n'a connu auparavant, avec l'affirmation d'une candidature non-annoncée officiellement. Et le ridicule est poussé, notent-

ils, jusqu'à «lancer des campagnes électorales avant l'heure».

Car, comme le soulignera Bahbouh dans un point de presse à l'issue de ces travaux, un quatrième mandat constitue pour nous «l'expression de l'échec recommencé et la réédition de la faillite politique».

Et d'accuser ceux qui appellent au renouvellement du mandat de mettre imprudemment en jeu les intérêts et la stabilité de l'Etat, dans l'unique souci de préserver leurs fonctions et leurs intérêts étroits».

Par ailleurs, et tout en respectant les choix de chacun, le président de l'UFDS estimera que les appels au boycott des élections présidentielles constituent «un refus d'assumer les responsabilités» car, selon lui, «de nature à laisser le terrain libre aux opportunistes de tout bord pour parvenir à leurs desseins», promettant de s'étaler un peu plus sur la question et bien d'autres, lors du forum du quotidien *Liberté* dont il sera l'invité, lundi.

M. K.

L'honneur du soldat

Depuis la maladie du président de la République, nous assistons à un activisme et une effervescence hystérique qui ont fini par emporter les règles les plus élémentaires de l'éthique, de la morale, du respect, de la mesure et même de la simple politesse.

Malgré les discours assourdissants de l'optimisme, l'Algérie a mal. Elle a mal parce que son élite, depuis un demi-siècle, est marginalisée et poussée à l'exil pour laisser la place à la médiocrité. Elle a mal parce que sa classe politique, après une éclaircie prometteuse en 1988, s'est retrouvée littéralement laminée par les pratiques sordides d'un système autoritaire. Elle a mal, parce que son économie est prise en tenaille entre l'incompétence et une prédation inhumaine. Elle a mal parce que le peuple a perdu tous ses repères tant il a été malmené, par le mensonge, la démagogie, et un système socioéducatif et culturel d'une extrême indigence.

C'est là tous les ingrédients qui ouvrent la voie à une aventu-

re préchaotique. Les choses ne s'arrêtent pas là.

Nous venons d'assister à un passage à la vitesse supérieure de cet affolement et cette hystérie avec l'attaque de front et systématique par le secrétaire général contesté du FLN contre le Département du renseignement et de la sécurité, partie intégrante de l'ANP.

Aux yeux de l'opinion publique algérienne et aux yeux des observateurs étrangers, cette attaque est une atteinte grave à l'unité et à la cohésion de l'institution militaire qui reste encore jusqu'à présent un des rares corps constitué républicain organisé, hiérarchisé et discipliné.

Je tiens à informer le lecteur que je suis le fils de l'ALN et un des pères fondateurs de l'ANP

puisque j'ai fait partie du premier noyau des officiers-pilotes de l'ALN.

Ceci me donne le droit et me fait l'obligation, pour tous ceux, dans le passé et dans le présent, qui sont tombés au champ d'honneur, de défendre notre armée jusqu'au dernier souffle de ma vie. Comme je tiens à rappeler au lecteur que moi aussi j'ai été critiqué vis-à-vis de l'armée avec mes compagnons, mais jamais publiquement, parce que les gens de ma génération n'étaient pas des officiers de carrière mais des militants en uniforme.

Je n'ai jamais caché à mes compagnons qui acceptaient la critique que nous avions tort, nous les militaires, de nous fourvoyer dans le marécage politique, bien que la responsabilité incombe essentiellement à nos dirigeants, qui ont fait de l'ANP une source d'un pouvoir dont la finalité est le pouvoir.

Mais de là à accepter d'un certain Saâdani, dont l'extraction

et l'itinéraire longuement controversés par ses pairs, qu'il s'attaque à l'armée, cela devient insupportable. Il s'est permis de porter un jugement destructeur d'un département de la défense, qui, même s'il avait tous les défauts du monde, il a largement contribué au prix de centaines de martyrs à sauver le pays du désastre intégriste, comme il jouit aujourd'hui d'un grand respect des services de renseignement étrangers les plus redoutables.

Que ce coup de poignard dans le dos de l'ANP soit dirigé de l'extérieur ou qu'il soit tout simplement le fait de l'inconscience d'Algériens, prêts à tous les forfaits pour garder ou conquérir le pouvoir, nos officiers portent la lourde responsabilité directe ou indirecte d'avoir permis cette brèche qui peut être le prémice de l'implosion de nos forces armées. Et là, les exemples de l'actualité internationale sont nombreux et édifiants. A l'automne d'une vie

Par Hocine Snoussi,
Colonel à la retraite



tumultueuse, partagée entre l'enthousiasme et l'espoir pour mon pays mais aussi les désillusions et la tristesse, je garde en moi les lambeaux de ce qui me reste du rêve du 1^{er} Novembre 1954, c'est pourquoi j'invite les officiers et les responsables de l'ANP à la vigilance extrême pour qu'ils puissent, avant qu'il ne soit trop tard, sauvegarder leur honneur de soldats.

H. S.

sameboukhari@hotmail.fr